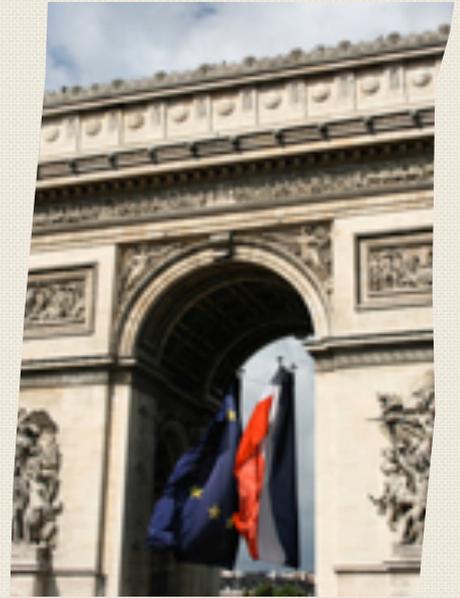


LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 2 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Ralentir, risque de pollution**
- 2) **Vous êtes là !**
- 3) **Que la vraie gauche qui peut gagner**
- 4) **Le secret François Fillon**
- 5) **Le changement c'est...**
- 6) **Il abandonne le peuple de gauche...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Hollande candidat ? Quatrième jour de brouillard au sommet de l'Etat



François Hollande le 8 septembre à Paris. Photo Marc Chaumeil pour Libération

Un quinquennat difficile se termine dans un capharnaüm inégalé. Le point sur ce qu'on sait, mais surtout ce qu'on ne sait pas, sur l'éventuelle candidature du Président.

«Mais vous, votre idée de tout ça, c'est quoi?» Depuis dimanche, la majorité, le gouvernement, les entourages de François Hollande et Manuel Valls ainsi que les journalistes sont dans un état d'apesanteur politique rarement égalé. Du président ou du Premier ministre, qui sera finalement le champion de la «gauche de gouvernement»? Quand l'annonce présidentielle interviendra-t-elle? Hollande fera-t-il un journal de 20 heures, un aller-retour en Corrèze, un simple communiqué? Et s'il fait un communiqué, est-ce forcément qu'il renonce? Y aura-t-il une primaire après Noël? Que se sont vraiment dit les deux têtes de l'exécutif lors de leur déjeuner-conférence de Yalta (à l'Élysée) lundi? Est-il bien raisonnable de suivre le chef de l'Etat en voyage officiel à Abu Dhabi vendredi et samedi plutôt que d'ausculter heure par heure le microcosme socialiste au bord de l'apoplexie? Surtout avant la convention de la Belle alliance populaire (BAP) samedi dont Manuel Valls pourrait être tenté de se servir pour continuer sur scène son travail de sape présidentiel, devant des centaines de militants socialistes en attente, non pas d'un homme providentiel, mais de réponses claires.

Certains préfèrent rire que pleurer de ce capharnaüm délétère. «Je ne parle pas de tout ça dans la rue au téléphone, il y a des grandes oreilles, les Américains, les Anglais, Beauvau», plaisante un élu socialiste croisé près de l'Élysée mercredi. Tout le monde en est réduit à interpréter le moindre petit signal venant des deux camps. Un silence trop long entre deux SMS et c'est la panique: quelque chose est forcément en train de se tramer. «Dites-vous bien qu'il n'y a que deux personnes qui savent ce qui a été dit ou dealé lors du déjeuner de lundi. Deux et pas trois», reconnaît un parlementaire vallsiste dans un éclair de franchise.

«Je ne sais pas» (à ne pas confondre avec «je ne sais rien») et «ils sont tous dingues» tiennent la corde de la formule la plus souvent prononcée en une semaine. Ce qui se passe en France en ce moment, «c'est assez spécial en effet», avoue un conseiller présidentiel. Personne ne se risque à parler au nom des deux hommes. «Déjà qu'Hollande ne parle pas tout le temps en son nom», raille un dirigeant du PS.

Dans ce brouillard digne du grand smog de Londres (qui tua tout de même plus de 10000 personnes en 1952), les rôles s'inversent parfois. Conseillers, proches et parlementaires viennent aux nouvelles du côté des rédactions, à la recherche de leur dose quotidienne d'apaisement ou d'explication. «Mais vous, votre idée de tout ça c'est quoi», interroge le conseiller d'un ministre régalien lundi matin, après un week-end de tensions inédites au sommet de l'Etat venant couronner un quinquennat compliqué fait de «zig et de zag», selon la formule souvent employée par François Hollande quand il commentait le mandat de son prédécesseur pendant la campagne de 2012. «La logique va dans votre sens mais bon», souffle un membre du premier cercle présidentiel interrogé sur le calendrier de la semaine. Même s'il ne semble avoir renoncé à rien, Manuel Valls a demandé à ses proches de la mettre en veilleuse après le déjeuner de lundi. «Je ne peux pas vous en dire plus mais je pense qu'il sera candidat in fine», consent à glisser un parlementaire proche du Premier ministre, n'éclairant donc pas notre lanterne du tout. «Je pense que Manuel a parlé à François mais il ne nous fait jamais de comptes rendus sur leurs conversations personnelles», ajoute un autre.

Assommés, les socialistes parlent une langue de bois qui n'a jamais été aussi épaisse (et étrange). Jusque-là, souvent, on les entendait dire «en responsabilité», une expression qui n'a cours qu'entre la rue de Solferino et les travées d'un congrès du PS. «En rationalité, Manuel ne commettra pas cette faute», innove mercredi un proche du chef de l'Etat, soulignant en creux qu'il n'y a plus grand-chose de rationnel dans la séquence. Une grosse majorité des hollandais verrait d'un bon œil que le président se dispense finalement de la primaire pour présenter sa candidature au-dessus des partis comme tout bon président sortant. Sous la Ve République, aucun n'a renoncé à briguer un deuxième mandat à l'exception de Georges Pompidou, décédé avant la fin de son premier. Afin d'éviter un exercice de «tir au pigeon présidentiel» de la part de ses adversaires ou de subir le sort d'une Cécile Duflot ou d'un Nicolas Sarkozy. Malgré tout - sondages catastrophiques, militants désabusés, petite entreprise vallsiste - les partisans de François Hollande disent de pas douter qu'il sera désigné fin janvier s'il finit par être candidat. Mais, enjambrer la primaire, assène un socialiste en plein doute, «ce n'est pas une question qui ne se pose pas». On ne saurait être plus clair.

II) Jean-Luc Mélenchon : "Je tends la main aux électeurs socialistes"



Jean-Luc Mélenchon. (Philippe Echaroux pour

Alors que la gauche n'a jamais été aussi divisée, le leader de La France insoumise se présente comme le candidat du rassemblement. Mais il reste ferme sur ses positions : taxe à 100% pour les revenus supérieurs à 400.000 euros, élection d'une Assemblée constituante, fin du nucléaire, retraite à 60 ans...
Entretien.

L'Obs
Journaliste

[...] Comment réagissez-vous à la désignation de François Fillon comme candidat de la droite à la présidentielle ? Contrairement à ce que vous aviez prévu, pour cette primaire, ce ne sont pas les sondages qui ont fait l'élection.

En effet. Mais c'est l'usurpation qui a modelé la décision. Des gens de gauche sont allés voter à une primaire de droite... A présent un candidat de la primaire de gauche appelle la droite à venir l'aider à battre le président qu'il a fait élire ! Après l'ère des candidats cyniques, voici celle des électeurs clandestins.



Vous vous présentez en dehors de la primaire, mais vous ne prétendez quand même pas réussir seul, au second tour de la présidentielle ? Il vous faudra bien des alliés...

LAPRESSEENREVUE.EU

Bien sûr ! Le vote du premier tour sera le juge de paix. Je tends la main. Bienvenue à qui voudra prendre sa part du travail à mes côtés. Il faut

prendre sa part du travail à mes côtés. Il faut reconstruire une vie commune. Autrefois, malgré les différences de sensibilité, il y avait un affect commun. C'est fini. Le "hollandisme" a fait exploser notre famille de l'intérieur. Alors, d'une certaine façon, je suis presque devenu le point fixe rassurant [sourire]. [...] Ils sont déjà nombreux au cœur de la vieille maison à me contacter et à me consulter. [...]

Que dites-vous aux sympathisants du PS ?

Nous partageons une façon de voir le monde. [...] Alors, oui, le moment venu, on devra absolument s'entendre. [...]

nouvelobs.com



III) Filoche: «Une gauche bien à gauche peut gagner la présidentielle»

Par Mathieu Magnaudeix

Candidat à la primaire citoyenne du PS des 22 et 29 janvier, l'ancien inspecteur du travail Gérard Filoche, en tête de toutes les manifestations contre la loi El Khomri, veut rester optimiste. Il croit possible la victoire d'un candidat « de gauche » contre la ligne « Valls-Hollande ».

On l'a vu tempêter et manifester au printemps contre la loi El Khomri. Gérard Filoche est candidat aux « primaires citoyennes de l'unité » qui désigneront le candidat du PS les 22 et 29 janvier – les candidatures sont à déposer avant le 15 décembre et il n'a toujours pas le nombre de parrainages requis pour se présenter.

Au PS, qu'il a rejoint en 1994, cette ancienne figure de la Ligue communiste révolutionnaire se veut la voix infatigable des salariés, des acquis sociaux, de la défense du code du travail et de l'unité de la gauche. Dans la campagne des primaires, il entend « faire du Sanders ou du Corbyn » en mobilisant tous ceux qui ont protesté contre la loi El Khomri. Il appelle d'ores et déjà à l'unité pour que la « gauche socialiste batt[e] la droite socialiste dans les primaires ». Une victoire qui, dit-il, rebattrait les cartes de l'élection présidentielle. « Je n'imagine pas une campagne électorale sans une coalition, sans dynamique unitaire », dit-il à l'intention de Jean-Luc Mélenchon. « Passer par-dessus, c'est la défaite, c'est le désastre. Tout le monde pleurera le 23 avril à 20 heures quand on n'aura plus que le choix entre LR et le Front national, et quand il ne nous restera plus que 25 députés à l'Assemblée. »

Manuel Valls et François Hollande se livrent une guerre ouverte au sommet de l'État en vue de la primaire citoyenne du PS des 22 et 29 janvier prochains. Cela vous étonne-t-il ?

Gérard Filoche : Les fins de règne sont toujours dramatiques. Quand il y a un échec total, comme c'est le cas de ce quinquennat, ça finit par exploser. Macron candidat, Valls et Hollande qui se déchirent : le trio infernal qui a imposé la loi El Khomri se désintègre. Je me demande ce que les historiens retiendront de tout ça...

Vous considérez depuis longtemps que François Hollande ne peut pas être candidat à sa succession.

Hollande, j'ai fait des communiqués avec lui pour défendre le code du travail ! J'ai manifesté coude à coude avec lui en 2006 contre le CPE, et il dit maintenant qu'il était pour. Ça va bien ! Limite à l'hypocrisie, limite à la trahison politique, limite à la manipulation ! Il ne devrait pas se présenter. C'est le dernier service qu'il peut rendre à la gauche. Faut bien qu'il paie le prix ! Son horizon est bouché. Même ses amis le lâchent. Son bilan est catastrophique : 1,3 million de chômeurs de plus, 41 milliards d'euros [de crédit impôt-compétitivité distribué aux entreprises – ndlr] de gaspillés. Quarante et un milliards, c'était des centaines de milliers de fonctionnaires, des infirmières dans les hôpitaux, des éducateurs pour lutter contre les décrocheurs à l'école, des enquêteurs contre le terrorisme au lieu de balancer des bombes en Syrie. Ça, c'est la gauche ! Sous la gauche au pouvoir, il y a toujours quelque chose qui a été gagné : les 40 heures, les

39 heures, les 35 heures, le remboursement de l'avortement, les congés payés. C'est la première fois en cent ans que la gauche au pouvoir fait reculer la gauche. Hollande est une tragédie dans l'histoire de la gauche, comme les Valls et les Macron qui vont avec lui. Il y a beaucoup de raisons d'être pessimiste pour l'an prochain, les nuages sont si sombres. Mais je suis persuadé qu'aujourd'hui un Sanders ou un Corbyn pourrait gagner en France. Ce dont ce pays a besoin, ce n'est pas d'autorité mais de démocratie et de redistribution des richesses ! Ce n'est pas avec une République identitaire qu'on va résoudre le chômage. Que Hollande ou Valls soient candidats, j'aurai une très grande joie à débattre contre eux...

Depuis la victoire de François Fillon avec sa ligne libérale-conservatrice dure à la primaire de la droite, les appels à une grande primaire de la gauche de Mélenchon à Macron ressortent.

Ça a été mon cheval de bataille durant des mois. C'était la meilleure façon de résoudre nos problèmes, de battre Hollande et Valls, d'avoir un candidat unique, de sauver la gauche. On était sûrs de gagner ! Si tout le monde était dans cette primaire, cinq millions de personnes venaient voter, et je vous jure que Hollande et Valls étaient battus...

Il est trop tard désormais ?

Il faut dire à tout le monde de venir voter les 22 et 29 janvier. J'exclus Macron, car il n'est pas de gauche. J'ai lancé des appels à Marie-Noëlle Lienemann, à Benoît Hamon, à Arnaud Montebourg. Nous devons montrer que nous additionnerons nos voix, que la gauche socialiste battra la droite socialiste dans les primaires. Alors, avec 1,5 million d'électeurs, et peut-être plus, il y aura un choc, la gauche liquidera le quinquennat, on donnera un nouveau visage à la gauche, on revigorera le parti, on aura un candidat charismatique, on aura une chance de gagner. Je suis plus que jamais optimiste.

Êtes-vous surpris par la victoire de François Fillon ?

Je pensais que Sarkozy gagnerait. Fillon, c'est la vraie droite catholique conservatrice, il ne répond pas à la société française, celle qui descend à 4 millions dans la rue en disant « je suis Charlie », celle qui manifeste contre la loi El Khomri. La société française est plus libertaire, plus athée que cette vieille tradition catho de paroisse. Les gens

vont avoir le temps de le découvrir. À mon sens, sa victoire est un argument supplémentaire pour dire que la gauche peut gagner. Face à une droite bien à droite, il faut une gauche bien à gauche.



10 septembre 2016. Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche et Arnaud Montebourg, à l'université des frondeurs du PS de La Rochelle © DR

Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann, vous... Comment expliquer que vous soyez quatre candidats à contester la ligne Hollande-Valls ? Vu l'enjeu, vu le contexte qui rend à peu près tout possible en 2017, même une victoire de Marine Le Pen, ne pourriez-vous pas vous unir dès maintenant ?

Je suis pour un bloc avec mes amis Montebourg, Hamon, Lienemann. Je le propose depuis cet été. Il faut un accord entre nous. J'ai dit « allons ensemble à la manifestation du 15 septembre contre la loi El Khomri », j'attends encore... J'ai proposé d'appuyer l'appel des 100 qui propose cinquante mesures rose-rouge-vert et pourrait servir d'accord à nous quatre, puis de ciment avec le reste de la gauche. Marie-Noëlle Lienemann a signé, Guillaume Balas [eurodéputé proche de Benoît Hamon – ndlr] est venu mais j'attends encore Arnaud. J'ai proposé un texte commun contre le budget, une conférence de presse contre Macron-Valls-Hollande, j'attends encore, je ne désespère pas !

Et si vous n'arrivez pas à vous entendre d'ici au dépôt des candidatures le 15 décembre ?

Être quatre, ça n'est pas un problème, tant qu'il n'y a pas de menace pour le second tour. À cette heure, il n'y a pas d'urgence. Au second tour, celui qui sera en tête battra Valls ou Hollande.

Qu'est-ce qui vous rend si optimiste ?

Regardez l'élection américaine. Trump n'a été élu qu'avec 26 % des inscrits et Sanders aurait pu gagner si la primaire démocrate avait été honnête. Aux États-Unis comme chez nous, le salariat se bat, il progresse. La vague porteuse, même dans

dans le capitalisme, ce sont les CDI, pas la flexibilité. La force montante, et l'exigence, c'est un salariat bien formé, bien payé. Quand il y a une force du salariat de ce type, les possédants, les riches, la finance, ces monstres inhumains pompent, pompent, pompent. Les possédants sentent les inquiétudes et font feu de tout bois : c'est là qu'arrivent les méchants, les Trump, les Orban, les Le Pen... et les Macron.

Vous parlez d'un Bernie Sanders ou d'un Jeremy Corbyn français. Mais il n'y en a pas dans le paysage !

Bah si : il y a moi ! Sanders a 74 ans, j'en ai 70, j'ai tout l'avenir devant moi (rires). Corbyn était marginal dans son parti, comme moi. Donc c'est tout à fait possible. Pourquoi suis-je le meilleur ? Pas parce que je suis mégalo, mais parce que j'exprime le salariat.

Et les autres, Arnaud Montebourg, Marie-Noëlle Lienemann, Benoît Hamon ?

Arnaud a un côté brillant, fantasque, improvisateur et incertain. Il y a beaucoup de dossiers qu'il ne connaît pas et je ne pense pas qu'il tiendrait la route face à Valls sur tous les sujets. Moi, je tiendrai, je peux enfoncer mon adversaire. Il dit qu'il faut produire les richesses avant de les distribuer, je veux justement faire l'inverse. La baisse du coût du travail, c'est une fumisterie, il faut augmenter les salaires et baisser les dividendes qui n'ont jamais été aussi élevés. Benoît Hamon, je l'aime bien mais je n'arrive pas à comprendre ce qu'il défend. C'est le moins lumineux du point de vue de la ligne. Je suis pour les 32 heures par la loi, par entreprise : si ce n'est pas la République qui le fait, c'est "Mad Max" ! Il est pour un revenu universel, je ne suis pas pour ça, je suis pour un salaire pour tout le monde. Ça me fait un autre désaccord.

Marie-Noëlle Lienemann est pour, elle aussi (lire notre entretien). Vous êtes d'ailleurs du même courant du PS !

Je suis absolument contre une société à deux vitesses entre ceux qui bossent et ceux qui vont être réduits à promener les chiens des salariés et à qui on va donner une aumône. Tout le monde doit avoir une fonction sociale dans la République. Je suis pour le plein emploi, la réduction du temps de travail à 28 heures, puis 24 heures. C'est le seul moyen de faire face à la numérisation. Entre 1936 et le début des années 2000, on a réduit le temps de travail en produisant plus, en gagnant plus et en doublant le nombre d'emplois.

Pourquoi on s'arrêterait ? Pour le reste, Marie-Noëlle est comme moi pour l'augmentation des salaires.

« Ce qui s'est passé au sein du Labour peut se passer ici »

Dans un moment politiquement incertain, ne surjouez-vous pas le jeu des petites différences ?

Entre nous, il y a des points communs. Tous les quatre, nous sommes dans la tradition des débats au sein des socialistes, débats pluralistes depuis un siècle. Hollande et Valls, eux, théorisent la rupture avec cette tradition. Il y a toujours eu des ailes très droitières, mais elles n'ont pas fait les ravages auxquels on a assisté.

Êtes-vous sûr d'être candidat ? Beaucoup disent que vous n'aurez pas assez de parrainages pour vous présenter...

C'est mesquin (rires). On va les avoir, on y passe des heures. Certains nous les avaient promis et on ne voit pas le papier arriver. Il y a quelques pressions du sommet [du PS – ndlr] qui s'exercent. Cambadélis a dit que tous les points de vue de gauche seraient représentés aux primaires. Il s'est engagé à nous recevoir. Serais-je illégitime ? Personne ne m'attaque là-dessus. Je suis sûr que cela va se régler. On a lancé un appel auprès des militants. Certains candidats ont déjà plus de signatures que nécessaire, je discute avec eux pour qu'ils m'en cèdent. Ma candidature sera utile. Ce n'est pas une division. Qui parlera des petites retraites, des petits salaires, du Smic à 1 800 euros, des 32 heures, du salaire maximum à 20 fois le Smic ? Qui dira qu'il faut lutter contre la précarité et sauver le code du travail ? Il faut que j'aille jusqu'au bout. À La Rochelle, il y avait deux caméras sur Marie-Noëlle et moi, et quarante sur Arnaud, mais à l'applaudimètre j'ai gagné ! Sur le fond, j'ai la foi du charbonnier, je corresponds au besoin de gauche, à la force du salariat et à ses aspirations.

https://youtu.be/mlkfNu_NSKE

LAPRESSEENREVUE.EU

Ne sous-estimez-vous pas le risque d'une victoire de Marine Le Pen présidente ?

Je n'y crois pas. Marine Le Pen est à 30 % d'intentions de vote, mais sur 50 % de gens qui s'expriment. Si on dit « c'est foutu d'avance », on ne trouvera pas la solution ! En France, la gauche est majoritaire depuis que le salariat est majoritaire. En 1945, le salariat, c'est 50 % des actifs, ils sont 93 % aujourd'hui. La gauche, c'est le salariat, c'est d'abord une base sociale avant d'être des partis.

Mais cette base sociale n'a-t-elle pas complètement éclaté ?

Pourquoi ? Le salariat est beaucoup plus puissant qu'il y a dix, vingt ou trente ans. Les différences entre ouvriers et employés n'existent plus comme avant. Les salaires se sont compactés, les conditions de travail se sont dégradées. La menace du chômage s'exerce sur tout le monde. On est beaucoup plus capable de réaliser le socialisme aujourd'hui que jamais dans l'Histoire. Je suis un militant de l'unité du salariat, pas de ses différences. Évidemment, le salariat est idéologiquement éclaté. On doit en être à dix-huit ou dix-neuf partis de gauche et huit syndicats. Ce qui domine, c'est la division. Alors recherchons les lignes de force : on les a vues dans la bataille contre la loi El Khomri. L'opinion était contre, les jeunes étaient contre, 85 % du mouvement syndical était contre. Le gouvernement était minoritaire : il ne s'est jamais trouvé autant de députés socialistes qui étaient prêts à voter contre, c'est pour ça que Valls a fait un coup de force avec le 49-3. Hollande et Valls se sont entêtés contre leur propre camp, c'est assez odieux ! J'ai fait 160 meetings contre cette loi dans 70 départements ! Cette gauche qui s'est battue peut se mobiliser. Mon idée, c'est faire du Sanders ou du Corbyn en s'appuyant sur le mouvement contre la loi El Khomri pour le transformer en vote aux primaires, afin d'écarter les sociaux-libéraux et de trouver un candidat avec une dynamique suffisante pour empêcher Le Pen et les Républicains. C'est cohérent quand même, non ? En tout cas, ça vaut la peine d'être essayé.

Mais cette primaire réduite à un PS discrédité n'est-elle pas un potentiel repoussoir pour les électeurs ?

En janvier dernier, j'ai été le premier à dire au bureau national du PS que Hollande n'était pas le candidat naturel. On m'a répondu « le sortant n'a pas besoin de primaires ». Puis Cambadélis a changé d'avis. C'est forcément une avancée : on a

une chance de virer Hollande ! Ça a été peu remarqué, mais nous avons obtenu que ce soit une primaire citoyenne de la gauche et des écologistes, qui laisse la porte ouverte à tout le monde. Rien n'est joué. Il y a une possibilité que la gauche du parti au second tour rassemble ses voix et gagne. Même si j'ai des désaccords politiques avec Arnaud Montebourg, qu'il gagne contre Hollande et Valls, et la gauche sera restructurée dans son ensemble ! On pourra alors peut-être parler de Front populaire, d'unité de la gauche.

Vous avez quand même une foi inébranlable dans le PS, dans la structure, dans l'appareil...

Non, je n'ai pas d'attachement à ce parti, j'ai une foi dans la politique.

Admettez que vous serez probablement un des derniers à le quitter...

La gauche était tellement majoritaire il y a cinq ans qu'elle avait tout. Hollande nous a tout fait perdre. Depuis cinq ans, la gauche ne s'est pas déplacée à droite, elle s'est abstenue et c'est pour ça qu'elle perd. Si la gauche du parti revient le 29 janvier, tout redevient jouable, tout change et le visage de la gauche peut être parfaitement reconstruit, jusqu'à gagner l'élection.

Si on m'avait dit il y a trois ans qu'après Tony Blair quelqu'un comme Corbyn arriverait à la tête du parti travailliste, je ne l'aurais pas cru. Corbyn a gagné la primaire à 59,5 % des voix au premier tour contre l'équivalent de Jean-Marc Ayrault, Moscovici et Hollande. Avec lui, les salles se remplissent, et maintenant le Labour a 650 000 membres. Après le Brexit, il s'est représenté et a été renforcé avec encore plus de voix. Ce qui s'est passé au Labour peut se passer ici. Pourquoi pas ? Ce n'est pas de la foi, c'est de l'observation. Le besoin de gauche peut se manifester. Dans ce pays, dès qu'il y a une brèche pour un espoir, la révolution est pour demain.

Dans cette campagne, on entend pourtant beaucoup dire que les partis politiques sont fatigués...

Le Pen, Macron et Mélenchon sont sur la même ligne contre les partis. Mais on ne passe pas par-dessus les partis. Ça ne se fait pas. Les traditions comptent. Il n'y a jamais de table rase, même s'il y a toujours des gens qui ont envie de le croire.

Il faut que les partis se transforment, non ?

J'ai cru avec 1968 que le PS était définitivement mort, que les partis étaient morts, qu'on allait construire un nouveau parti révolutionnaire. J'ai cru avec la LCR, et votre ami Edwy Plenel [directeur de la publication de Mediapart – ndlr] écrivait ça d'ailleurs, que la social-démocratie était définitivement morte. Quand il y a eu la signature du Programme commun, on a dit « c'est le dernier sursaut, ils vont s'entendre parce qu'ils vont dépérir ». Mais la réalité, c'est que le salariat, qui est une classe dominée, est encore plus attaché à ses propres organisations que la classe dominante. Au Portugal, aujourd'hui, on a un gouvernement Cambadélis-Pierre Laurent-Mélenchon...

Mais une partie du PS a théorisé, ou mis en pratique, son éloignement de sa base ouvrière !

La majorité des ouvriers a voté Hollande en 2012. Ils n'ont pas voté Le Pen ! Le salariat vote à 70 % à gauche, en majorité pour le PS. Quand il ne vote plus pour le PS, il ne vote pas forcément pour les autres. Le PS a reculé ces dernières années, mais le PC et EELV aussi. La gauche, c'est un tout. En 2012, là où Hollande était fort, Mélenchon était fort. Là où Hollande était faible, Mélenchon était faible. Il n'y a rien d'irréconciliable dans la gauche. Et la tradition du vote socialiste n'est pas perdue.

« Mélenchon fait un sale travail » contre la primaire

Une droite dure qui gagne la présidentielle, une gauche laminée... En cas de lourde défaite en 2017, ne faudra-t-il pas des décennies pour que la gauche redevienne une solution de remplacement crédible ?

C'est du café du commerce ! J'ai entendu ça en 1969 quand le PS avait 4,5 % des voix. J'ai entendu ça en 1983 après le tournant de la rigueur... et Mitterrand a gagné en 1988. J'ai entendu ça en 1993, il n'y avait plus que 50 députés, le PS était mort... et on est revenus quatre ans après avec Jospin. Les quatorze manifestations contre la loi El Khomri ne se sont pas faites contre les partis, il y avait des socialistes dans toutes les manifestations, dans toutes les salles de réunion, à Limoges, à Montpellier, ils me disaient « Gérard, merci, tu sauves notre honneur ». Ce mouvement s'est appuyé sur les organisations syndicales, il n'y a pas eu de débordement des appareils politiques ou syndicaux. Les meetings du printemps étaient de grands meetings. Là, Benoît, Marie-Noëlle ou

moi, on fait des meetings à vingt ou trente personnes. Les gens sont dans l'attente, ils disent « mettez-vous d'accord ». Il n'y aura pas de dépassement, il y aura une association, une transformation, mais sûrement pas une liquidation ou une table rase. C'est là que Mélenchon se trompe.

Pourquoi ?

Dans les Insoumis, il y a un langage qui m'effraie. Ils sont contre les partis, certains me disent « moi, je ne suis ni de gauche ni de droite, je suis pour le peuple ». Qu'est-ce que c'est que ces conneries ? Moi, quand j'entends le mot « peuple », je me demande quel mauvais sort on est en train de faire à la gauche ! Qu'est-ce qu'on a contre le salariat ? Il y a des classes sociales ! Des Insoumis tirés au sort [pour la convention de Lille des 15 et 16 octobre – ndlr] – Mélenchon, lui, n'est pas concerné –, cette référence au « peuple », ça ne me plaît pas. C'est un recul qu'on voudrait imposer à la gauche et qu'il ne faudrait pas accepter. Il faut voir comment Jean-Luc Mélenchon procède ! Le 21 janvier, on s'est réunis pour parler d'une grande primaire de la gauche, d'un candidat commun, d'une plateforme commune. Il y avait lui, Pierre Laurent, Clémentine Autain, Cécile Duflot, les syndicalistes. Mélenchon nous a dit « pas de plateforme commune », et « pour le candidat, c'est moi, je suis le plus expérimenté ». La réunion s'est terminée sans lui. Il n'est plus revenu. La cassure, elle vient de là.

22 novembre 1971. Gérard Filoche, alors à la LCR, interpelle à la télévision le très droitier député Alain Griotteray © INA

<https://youtu.be/mneALIoSFuI>

En même temps, cette attitude est conforme à sa logique stratégique : contester l'hégémonie du PS à gauche.

Mélenchon essaie de discréditer cette primaire, il fait un sale travail, il a tort. Je serais lui, j'aiderais la gauche socialiste à gagner. Il discrédite la primaire, il attaque les candidats, il parie sur la défaite. Je ne sais pas s'il se prend pour Chavez, mais il a évolué. Je n'imagine pas une campagne électorale sans une coalition, sans dynamique unitaire, sans des représentants de tous les partis et syndicats. Je suis pour le Front populaire, pour le Programme commun, pour une plateforme

commune, pour travailler avec les forces organisées. On ne peut pas passer par-dessus. Passer par-dessus, c'est la défaite, c'est le désastre. Tout le monde pleurera le 23 avril à 20 heures quand on n'aura plus que le choix entre LR et le Front national, et quand il ne nous restera plus que 25 députés à l'Assemblée, et sans doute les pires ! Il n'y aura plus ni frondeurs, ni Verts, ni communistes, ni PG, il n'y aura plus rien. Ce sera le tableau le plus sinistre de l'histoire de la gauche depuis un siècle, à la hauteur de ce que Hollande aura fait. Je milite pour éviter cela, et je dis « ne crachez pas sur les partis parce que vous allez accélérer le processus ».

Et si vous êtes amenés à soutenir Mélenchon dans quelques mois ?

Il y a peu de chances. Ne me demandez pas au-delà du 29 janvier, je ne sais pas. Je ne sais pas ce que je ferai quand je serai mort, donc j'essaie de vivre...

Vous parlez beaucoup d'Emmanuel Macron. De quoi est-il le symptôme selon vous ?

C'est un hologramme. Plus il y aura de la lumière sur lui, moins on le verra. Dans toutes les crises de gouvernement à la fin, il y a toujours des personnages interlopes qui surgissent, comme Raspoutine ou Bernard Tapie. Macron, c'est la Société générale : la banque, plus la banque, plus la banque. Il n'est rien. Il n'est ni de gauche ni de droite, donc il n'a de base nulle part, il va finir à 3 %. Il n'y a aucune chance avec ce mec-là. J'ai fait la collection de tous ses bons mots. J'aime bien son « Il faut des jeunes Français qui aient envie d'être milliardaires ». C'est méprisant, c'est le désert des idéaux. Il dit que, s'il y a du chômage, c'est parce que les gens sont trop protégés : c'est le contraire. Il félicite le Royaume-Uni de Margaret Thatcher. Quelle honte ! Il veut remplacer le contrat de travail par des contrats commerciaux. Les VTC, ils font 110 heures par semaine pour 1 100 euros, ils dorment dans leur voiture, ils ne paient pas de cotisations sociales, c'est le retour au XIXe siècle : les tâcherons, les loueurs de bras, les salariés préhistoriques. Macron explique comment le salariat doit se vivre tout seul. Il n'ira pas très loin. Avec son petit air de prédicateur américain, les gens ne peuvent pas le comprendre. C'est un feu follet. Il essaie de prendre tout ce qui est dans l'air du temps, contre les partis, contre les institutions. Il dit qu'il a été freiné au gouvernement alors que c'est lui qui a marabouté Hollande – et Hollande s'est laissé faire.

Quel est l'antidote au Front national ?

Quand pendant cinq mois il y a eu la mobilisation contre la loi El Khomri, le FN était dans les caves. Il n'a pas existé, personne ne s'est intéressé à lui. Dès que le mouvement social est fort, il n'y a plus de FN. L'antidote passe par du concret. Vous augmentez le Smic tout de suite, vous baissez l'âge de la retraite, vous redistribuez les dividendes, vous améliorez la situation des gens, c'est l'ail contre les vampires du FN. Les gens ne votent pas pour les idées de Le Pen, ils ne savent pas forcément que c'est une fasciste. Si vous améliorez le sort des gens, ils reviennent à gauche.

mediapart.fr

IV) François Fillon à la tête d'une société "secrète" très lucrative



AFP

Selon le "Canard enchaîné", le candidat victorieux de la primaire de la droite est à la tête d'une société fondée en 2012, et qui lui rapporte (très) gros chaque mois.

Sa petite entreprise ne connaît pas la crise... Selon le Canard enchaîné paru mercredi, François Fillon est à la tête d'une société de conseil très lucrative.

Baptisée "2F Conseil", cette société a été créée en 2012, à la suite de la défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle. Le nouveau candidat de la droite à l'élection présidentielle de 2017 avait déposé les statuts de sa société 10 jours avant son élection comme député de Paris. Une précision importante puisque la loi interdit à un parlementaire de

travailler en tant que consultant, sauf s'il exerçait cette activité avant le début de son mandat.

17 600 euros de salaire mensuel

Selon le Canard enchaîné, qui a eu accès aux comptes de "2F Conseil", l'entreprise est florissante : plus d'1 million de chiffre d'affaires entre 2012 et 2015, pour un seul salarié... François Fillon. Celui-ci s'est versé un salaire net de 624 000 euros sur trois ans et demi. Soit précisément 17 600 euros de salaire mensuel, qui viennent s'ajouter à son traitement de député (5 357 euros net par mois).

Contactée, l'équipe de François Fillon s'est refusée à citer les noms des clients de l'entreprise. "L'essentiel de l'activité de 2F Conseil est constitué de conférences données par François Fillon", se contente d'écrire l'hebdomadaire.

planet.fr

V) Salarié, chômeur, patron... Comment votre situation va changer si Arnaud Montebourg devient président

L'ancien ministre PS du Redressement productif défend une politique de relance. Franceinfo s'est penché sur les effets de ses premières mesures s'il était désigné, en janvier, à l'issue de la primaire de la gauche, puis élu à l'Elysée en mai.



Arnaud Montebourg, le 7 octobre 2016, à Portet-sur-Garonne (Haute-Garonne). (CITIZENSIDE/PATRICK BATARD)



Sophie Brunn France Télévisions

La campagne pour la primaire de la gauche débute officiellement, jeudi 1er décembre, avec l'ouverture aux candidatures. Arnaud Montebourg n'a pas attendu cette échéance pour se lancer. Depuis cet été, l'ancien ministre du Redressement productif a commencé à égrener ses propositions, notamment en matière économique. Que sait-on aujourd'hui de son futur programme ? Que changerait-il à votre quotidien, s'il était appliqué ? France info a recensé les premières pistes concrètes du candidat socialiste.

- Si vous êtes chômeur

Sur les deux ans d'indemnités auxquels vous pouvez avoir droit, vous pourrez suivre une formation pendant un an pour être "formé à un nouveau métier". Par ailleurs, dans chaque région, un "commissaire chargé de la réduction du chômage" et de la formation professionnelle sera élu au suffrage universel. Vous aurez également accès à un nouveau "service public local et autonome" de l'emploi, issu de la fusion entre les établissements locaux de Pôle Emploi et les budgets de formation professionnelle des conseils régionaux et des chambres de commerce.

- Si vous êtes patron de PME

Vous êtes la cible de toutes les attentions d'Arnaud Montebourg. A Bercy, il avait fait du "made in France" sa marque de fabrique. Il

- Si vous êtes au smic

En compagnie des autres travailleurs au salaire minimum, vous bénéficierez d'un coup de pouce annuel. Arnaud Montebourg se veut ainsi plus généreux que François Hollande puisque, sous son quinquennat, seul un geste de 0,6% a été consenti, en 2012. Par ailleurs, l'ancien ministre s'engage à plaider pour un plan de relance au niveau européen, qui prévoit des hausses de salaire dans tous les pays.

- Si vous payez des impôts

Votre feuille d'imposition devrait s'alléger, si vous faites partie des classes "populaires et moyennes" qui ont subi une pression fiscale plus importante pendant le quinquennat de François Hollande. Si Arnaud Montebourg n'a pas encore précisé qui profitera exactement de ces allègements, la baisse totale doit être de 10 milliards d'euros. Impôt sur le revenu, CSG, impôts locaux... Plusieurs leviers sont envisagés dans le cadre d'une réforme fiscale.

- Si vous êtes patron de PME

Vous êtes la cible de toutes les attentions d'Arnaud Montebourg. A Bercy, il avait fait du "made in France" sa marque de fabrique. Il compte poursuivre dans cette voie s'il est élu. Le candidat prévoit notamment de réserver 80% de la commande publique, qu'elle vienne de l'Etat, des collectivités locales ou des hôpitaux, aux petites et moyennes entreprises. Une proposition pour huit ans, "le temps que la France se réindustrialise".

L'ancien ministre propose aussi la création d'une banque dédiée aux PME, sorte de Banque publique d'investissement (BPI) reformatée, qui participera au financement des petites entreprises, artisans, commerçants, start-up. Enfin, 10 à 20% de l'épargne de l'assurance-vie française sera fléchée vers les PME. Arnaud Montebourg estime, en effet, que trop de petites entreprises meurent en France car elles n'ont pas accès au crédit.

Si votre entreprise travaille dans la rénovation thermique, ce pourrait même être le jackpot ! Le candidat prévoit d'y consacrer 100 milliards d'euros sur cinq ans, financés par des emprunts à très long terme. Une relance qui devrait particulièrement profiter aux entreprises du bâtiment et des travaux publics. De la même façon, il compte relancer l'investissement dans les infrastructures (transports, haut débit) à hauteur de 20 milliards d'euros investis dans un millier de projets partout en France.

- Si vous êtes locataire d'un logement social

Vous pourrez peut-être en devenir propriétaire : Arnaud Montebourg souhaite baisser le prix des logements sociaux de 50 à 70% par rapport aux prix du marché. Plus de quatre millions de Français auraient alors accès à la propriété et verraient leur pouvoir d'achat augmenter, selon le candidat, car la charge du logement dans leurs dépenses serait moindre qu'auparavant.



francetvinfo.fr

VI) Présidentielle: François Hollande renonce à se présenter à l'Elysée



Le chef de l'Etat François Hollande - FREDERICK FLORIN / AFP



Anne-Laëtitia Béraud

François Hollande a pris sa décision. Il n'est pas candidat à la présidence de la République, a-t-il annoncé ce jeudi soir peu après 20 heures, dans une allocution depuis l'Elysée.

Avant d'annoncer qu'il n'est pas candidat, François Hollande a vanté pendant plusieurs minutes son bilan sur ses choix «assumés» pour redresser la situation économique du pays, lutter contre les discriminations ou le terrorisme.

«Les résultats arrivent»

«Les résultats arrivent, plus tard que je ne l'avais imaginé (...) Depuis le début de l'année, le chômage diminue mais il reste à un niveau trop élevé», a notamment listé le président de la République.

Il a ensuite déclaré: «J'ai décidé de ne pas être candidat à l'élection présidentielle».

Cette annonce est une première dans l'histoire de la Ve République.

20minutes.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com